

Intervention sommet tripartite avenir de l'Europe

24 mars 2021

La pandémie à laquelle nous faisons face agit comme un révélateur des carences économiques, sociales et environnementales de l'Union européenne.

Le chômage progresse inexorablement et il faut s'attendre à une explosion de la pauvreté et du nombre de travailleurs pauvres.

Des mesures vigoureuses sont nécessaires pour répondre à cette situation inadmissible :

- Sur les salaires : une recommandation n'est pas suffisante, il est urgent d'adopter la proposition de directive sur le salaire minimum. Il ne pourra pas être en deçà du double seuil de 60% du salaire médian brut et 50% du salaire moyen brut ; une clause de non régression est indispensable pour éviter toute remise en cause de situations nationales plus favorables.
- La lutte contre la pauvreté doit être une priorité politique claire de l'Union et des objectifs plus ambitieux de réduction du nombre de personnes pauvres doivent être fixés.

Dans ce contexte de crise, il importe que les travailleurs puissent exercer pleinement leurs droits : l'action et les moyens des services d'Inspection du travail doivent être renforcés et non pas entravés, comme dans certains Etat-membres. Nous rappelons la nécessité d'égalité de traitement pour les travailleurs des plateformes avec les autres travailleurs et également que dans ce contexte actuel difficile il est nécessaire pour l'Union européenne de mettre en place des politiques migratoires qui ont en leur cœur le respect des droits de l'Homme.

Les mesures de soutien à l'activité, accompagnées de conditionnalités sociales et écologiques fortes, doivent être maintenues aussi longtemps que nécessaire, sans sortie brusque au nom de la « réduction de la dette » : l'austérité n'est pas la solution, elle a au contraire contribué à réduire fortement les capacités sanitaires dont nous aurons tant besoin dans la conjoncture présente.

Remettre du social au cœur de l'Union est primordial, il faut donc viser le bien être des citoyens, la transition socio-écologique juste et le développement d'une politique publique sanitaire solidaire. Pour cela, il faudra se pencher sur la révision des traités, pour notamment sortir du model actuel du « tout-concurrence » et adopter un protocole de progrès social, qui rééquilibre social et économique, condition pour un soutien des travailleurs au processus de construction européenne.